

Staerklé, C., Keller, F. & Sanchez-Mazas, M. (2001). Intégration européenne : De l'opinion publique aux représentations sociales. In J.-M. Monteil, & J.-L. Beauvois (Eds.), **La psychologie sociale : Des compétences pour l'application, Tome V.** (pp. 278-282). Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.

INTEGRATION EUROPEENNE: DE L'OPINION PUBLIQUE AUX REPRESENTATIONS SOCIALES

Christian Staerklé, Université de Genève
Margarita Sanchez-Mazas, Université Libre de Bruxelles
Félix Keller, Université de Lausanne

“Faire entendre la voix de l'ensemble de la population au sujet des questions vitales du moment”, telle était la mission dévolue par Gallup à la recherche sur l'opinion publique, appelée à fournir une contribution décisive à la construction des états démocratiques (Gallup, 1939). Transposé au niveau supranational, le concept d'opinion publique a donné lieu à un projet gigantesque: les “Eurobaromètres” (Keller, à paraître), censés mesurer mais aussi *créer* une « opinion publique européenne», condition nécessaire à l'émergence d'un espace public qui légitimerait les nouvelles institutions politiques supranationales.

Public virtuel et idées fausses

Apparemment, le processus de création de l'opinion publique européenne, et partant, de légitimation de l'intégration, est en bonne voie. Dès les premiers sondages Eurobaromètre, au début des années 70, les tableaux révèlent une « citoyenneté européenne » soutenant le projet d'intégration et se montrant même enthousiaste face aux projets « Europe 2000 »¹: trois citoyens de la Communauté sur quatre appuient l'Europe unifiée et un sur cinq seulement porte un jugement négatif. Moins euphorique qu'au cours des années 80, l'appui mesuré par les Eurobaromètres reste important aujourd'hui. Pourtant, les limites de la machinerie des sondages apparaissent de plus en plus patentes. En témoignent les « brouillages » constatés lors de récentes élections françaises et européennes et qu'on explique par la « volatilité » actuelle des électeurs, leur croissante « insondabilité » en raison de la perte des repères politiques traditionnels et de l'érosion des attachements partisans et idéologiques². De même, les référendums concernant la ratification des traités de Maastricht en France et au Danemark ont été beaucoup plus serrés que ce que laissait présager

¹ Kommission der Europäischen, Gemeinschaften, 1987, Europa 2000. Euro-Barometer-Sonderausgabe zum dreissigsten Jahrestag der Unterzeichnung der Römischen Verträge. Von der Kommission durchgeführte Sonderumfrage. Bulletin der Europäischen Gemeinschaft, 2, Brüssel.

² Le Monde, 4 août 1999.

l'Eurobaromètre. Certes, on peut déplorer l'absence d'un véritable espace de communication fondé sur l'existence d'un système de publications et de media au niveau de l'UE. Mais une limite est inhérente aux sondages eux-mêmes, qui, pourtant, représentent aujourd'hui un « quasi-monopole de l'énonciation de l'opinion publique dans les démocraties occidentales » (Blondiaux, 1998): celle de créer une « opinion pour enquête d'opinion » (Champagne, 1990), des prises de position artificielles à des questions imposées et préformulées par les décideurs, bref un public virtuel. Déjà, en 1973, Pierre Bourdieu relevait les écueils d'une technique uniformisant les questions auprès d'un public placé dans des conditions sociologiques fort différentes pour formuler une opinion, dépourvu de consensus sur nombre de problèmes clé, et concluait sans appel : « l'opinion publique n'existe pas ». Mais plutôt que d'interroger l'artefact, sondeurs et autorités politiques invoquent la réalité d'une « opinion publique européenne » censée exister indépendamment du « baromètre » qui la mesure. Et plutôt que la virtualité de l'opinion mesurée par les Eurobaromètres, on invoquera le déficit d'information, qu'il conviendra de corriger, comme on ajuste la température. Ainsi, lorsqu'il apparaît que le Parlement européen est l'institution qui inspire le plus confiance au public et « qui concentre le plus de pouvoir en Europe » (davantage même que la Commission), alors que son pouvoir demeure très faible et nullement comparable à celui des parlements nationaux, il ne reste, pour les sondeurs, qu'à établir que « les idées fausses sont très répandues dans le public ». Des « erreurs » d'autant plus incompréhensibles que ces techniques ignorent non seulement les mécanismes psychosociologiques à l'oeuvre dans la construction des opinions, mais aussi les processus collectifs d'attribution de signification à des objets sociaux nouveaux, autrement dit la logique de sens commun, fondée sur les insertions sociales et les pratiques et représentations partagées. Reflétant une conceptualisation de l'opinion publique en termes d'attitudes individuelles, les techniques des sondages offrent une vision atomiste du monde politique où antagonismes et dilemmes idéologiques (Sanchez-Mazas, Mugny, et Jovanovic, 1996), conflits de pouvoir, normes et représentations partagées sous-jacentes à la construction des attitudes individuelles ne sont pas intégrés (Mouffe, 1993). Présupposant que les diverses sociétés européennes ont les mêmes représentations des enjeux sociaux et politiques, elles emploient des catégories universalisantes qui occultent leurs différences. Elles ignorent aussi la contribution des pratiques sociales à la formation des opinions (Smith, 1999). Tenant pour acquise la séparation conceptuelle entre espaces public et privé, elles confinent d'ailleurs l'étude de l'opinion au seul espace public, ce qui revient à ignorer la relation existant entre le quotidien des individus et la manière dont il se représentent leur rôle et leur position au niveau politique. Or, avoir une opinion ne va pas de soi, mais relève, face à des enjeux sociaux, d'une construction fondée sur des connaissances partagées et élaborées lors de pratiques

sociales, autrement dit sur des *représentations sociales*, « principes générateurs de prises de positions dans un ensemble de relations symboliques » (Doise, 1990).

Europe et domestication de l'étrange

C'est en nette rupture avec les objectifs plus ou moins avérés des Eurobaromètres - connaître mais aussi *créer*, voire *changer* les opinions des citoyens, rationaliser les pratiques des institutions communautaires, légitimer l'Union européenne - que l'étude des représentations sociales peut éclairer les prises de position sur l'Europe et permettre de mieux saisir la nature du processus d'intégration. Ainsi, s'il est vrai que les représentations sociales ont pour fonction de « domestiquer l'étrange » (Moscovici et Hewstone, 1984), elles jouent alors un rôle central dans la manière dont les individus se positionnent face au fonctionnement institutionnel mal connu de l'Europe. C'est alors le processus de l'*ancrage* qui peut éclairer l'appréhension apparemment « erronée » de réalités émergentes selon les catégories familières, la persistance de modes de pensée appliquant les catégories de la pensée nationaliste à des entités qui ne sont pas des nations (Billig, 1995), appliquant notamment à l'Union Européenne les prérogatives d'un super-Etat. Et c'est aussi en termes de « domestication de l'étrange » que l'on peut comprendre les résistances à l'intégration, les perceptions des risques menaçant l'UE, et, plus généralement, les dynamiques d'inclusion et d'exclusion. Dans cette perspective, on ne saurait faire l'économie d'une étude du rapport à l'*altérité*, à ce qui est ressenti comme lointain, inconnu et étrange, et qui est au coeur de la définition identitaire : ainsi les dimensions nord-sud et est-ouest structurent les représentations que les individus se font d'autres sociétés européennes (Linssen et Hagendoorn, 1994), tandis que les relations symboliques avec les territoires extra-européens s'orientent selon une opposition entre sociétés démocratiques-occidentales et sociétés perçues comme non-démocratiques et non-occidentales (Staerklé, Clémence et Doise, 1998). Face à des enjeux tels que l'immigration, par exemple, les citoyens ne font pas qu'exprimer une opinion, ils prennent position par rapport à ces représentations préexistantes dans le champ social (Doise, 1990), et construisent activement les frontières entre groupes, par le biais, notamment, des droits et devoirs qu'ils leur accordent ou refusent.

Persistance de modes de pensée dominants dans le cadre des Etats-nations, dimensions symboliques dans l'organisation des identités sociales, principes organisateurs des prises de position sur l'Europe, tels sont les objets d'étude d'une approche de l'intégration européenne en termes de représentations sociales. Car l'enjeu n'est pas seulement de dépasser l'assomption d'homogénéité et la vision individualiste de l'« opinion publique européenne »,

mais bien de mettre à jour les déterminants du positionnement des citoyens à l'égard des problématiques inédites que pose l'émergence de l'Europe comme communauté politique : dissociation entre citoyenneté et appartenance nationale, remodelage de la notion de frontière, reconfiguration des identités.

Références

- BILLIG, M. (1995). *Banal Nationalism*. London: Sage.
- BLONDIAUX, L. (1998), *La fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Paris, Seuil.
- BOURDIEU, P. (1973). L'opinion publique n'existe pas, *Les Temps Modernes*, 318.
- CHAMPAGNE, P. (1990). *Faire l'opinion: le nouveau jeu politique*, Minuit, Paris, 1990.
- DOISE, W. (1990). Les représentations sociales: Définition d'un concept. Dans W. Doise et A. Palmonari (Eds.), *L'étude des représentations sociales* (pp. 81-94). Paris: Delachaux et Niestlé.
- GALLUP, G.H. (1939). *Public Opinion in Democracy*, Princeton, Baker Foundation.
- KELLER, F. (à paraître). European Populations - Polled but without voice?. In: V. Bornschier (Ed.), *Statebuilding in Europe*.
- LINSSEN, H., et Hagendoorn, P. (1994). Social and geographical factors in the explanation of the content of European nationality stereotypes. *British Journal of Social Psychology*, 33, 165-182.
- MOSCOVICI, S., et HEWSTONE, M. (1984). De la science au sens commun. In: Moscovici, S. (Ed.), *Psychologie Sociale*, (pp. 539-566). Paris. Presses Universitaires de France.
- MOUFFE, C. (1993). *The return of the Political*, London: Verso.
- SANCHEZ-MAZAS, M., MUGNY, G., et JOVANOVIC, J. (1996). Conflit normatif et changement des attitudes intergroupes, *Revue Internationale de Psychologie Sociale*, 2, 25-43.
- SMITH, A. (1998). L'espace public européen: une vue trop aérienne, *Critique Internationale*, 1, 101-126.
- STAERKLE, C., CLEMENCE, A., et DOISE, W. (1998). Representation of human rights across different national contexts. The role of democratic and non-democratic populations and governments. *European Journal of Social Psychology*, 28, 207-226.